

La filière laitière au Portugal : l'espoir se dissipe...

Antonino Rodrigues

Vétérinaire et consultant, Portugal



En 1993, j'ai écrit pour une revue spécialisée un article intitulé : "3.500.000.000.000 Escudos " (trois mille cinq cents milliards d'escudos, soit environ 17,5 milliards d'euros)¹, je disais : "C'est le montant que le Portugal recevra de la CEE, dans les cinq prochaines années. A partir de janvier prochain et cela jusqu'à 1999, 2 millions de contos [1 conto = 1000 escudos] entreront dans le pays chaque jour, alors que jusqu'à présent le flux était d'un million/jour. Selon eux (le gouvernement), il s'agit d'une duplication des Fonds Structurels. Si, avec une subvention d'un milliard d'escudos par jour, nous avons abouti à la crise actuelle, où en serons-nous d'ici quatre ou cinq ans en recevant le double ? ».

Si, à l'époque, je me posais des questions sur ce qui se passerait à l'horizon de cinq ans, je ne pouvais pas imaginer où nous en serions arrivés 22 ans plus tard. Aujourd'hui, alors que la filière laitière subit une grave crise, c'est le bon moment de réfléchir au chemin qui a été parcouru, et cela dans le but de pouvoir présenter des solutions adéquates, non seulement pour atténuer les conséquences négatives que subit la filière, mais surtout pour définir une stratégie d'avenir.

Le Portugal a continué à bénéficier du soutien communautaire, mais les éleveurs n'ont pas été autant favorisés que d'autres organisations liées à la production du lait, toutes les coopératives et les industries laitières. Vu les difficultés et les étranglements auxquels ils se sont heurtés, les producteurs de lait ont fait un long chemin d'adaptation, d'abord avec le soutien des Services Techniques du Ministère de l'Agriculture ensuite avec leurs propres organisations² (2).

¹ Antonino Rodrigues, "Um olhar uma ideia" (Un regard sur une idée), Associação Portuguesa de Criadores da Raça Frísia, 1993.

² APCRF (Associação Portuguesa de Criadores da Raça Frísia), ANABLE (Associação Nacional para o Melhoramento dos Bovinos Leiteiros), ABLN (Associação para o Apoio à Bovinicultura Leiteira do Norte), EABL (Estação de Apoio à Bovinicultura Leiteira), AASM (Associação Agrícola de S. Miguel, Açores), AAIP (Associação de Agricultores da Ilha do Pico, Açores), AAIT (Associação Agrícola da Ilha

Ils ont amélioré la santé du bétail (les campagnes déployées à cet effet ont démarré en 1931), de sorte qu'aujourd'hui nous pouvons garantir la salubrité de nos produits d'origine animale. Ils ont amélioré la génétique du bétail : les premiers travaux d'insémination artificielle ont débuté en 1941, le «Livro Genealógico da Raça» a été institué en 1958, le contrôle des performances laitières du lait a quant à lui démarré en 1960 et ils ont eu recours à la semence de taureaux triés d'origine américaine ou canadienne dès la fin des années 70, et cela massivement avec des résultats clairement mis en évidence dans les tableaux ci-dessous.

Evolution des livraisons de lait à l'industrie

Campagne	1995/96	2001/02	2006/07	2014/15
Production totale (tonnes)	1.632.106	1.865.175	1.867.088	1.867.187
Nombre d'exploitations	48.383	20.738	12.446	5.608

Source : FENALAC

Ils ont adopté les technologies adaptés à la production laitière (la 1^{ère} salle de traite mécanique individuelle a été mise en service en 1956, à «Quinta do Anjinho», à Sintra, et la première salle de traite collective a été mise en œuvre en 1967, dans le village Póvoa – près d'Oliveira de Azeméis). Ils ont redimensionnés les exploitations (moins d'exploitations, davantage de bêtes et des productions plus importantes) et ont investi dans la formation (particulièrement pour ce qui est des techniques de manège, d'alimentation et de gestion).

Les agriculteurs ont accepté et respecté le régime des quotas laitiers institué par l'UE (lequel s'est avéré, sur la durée, un référentiel de stabilité pour les moyennes et grandes exploitations, ainsi qu'un moteur du développement régional dans les régions les plus défavorisées). Ils ont surmonté toutes les difficultés dues à l'augmentation des coûts des facteurs de production (matières premières, technologies et ressources humaines), sans que le prix du produit ait fait l'objet d'un ajustement.

A cet effet, il suffit de voir comment le prix du litre de lait livré à l'industrie a évolué dans le temps :

- en 2001, la valeur moyenne payée aux producteurs était de 0,32 € (0,32 € pour le lait le mieux qualifié, 0,28 € pour le moins bien qualifié) ;
- dans le premier semestre 2015, le lait a été payé, en moyenne, à 0,275 € (valeurs entre 0,308 € et 0,242 €) sur le continent (aux Açores, la valeur moyenne a été de 0,302 €).

Terceira, Açores), AAIF (Associação de Agricultores da Ilha do Faial, Açores).

Si l'on considère que le prix du lait à la production a baissé, en moyenne, de 4 centimes depuis le 1er janvier, 2015, et que, selon les données fournies aux producteurs, la baisse jusqu'à la fin de l'année sera de moins 5 à moins 10 centimes, il est prévisible que la majorité d'entre eux ne réussira pas à contrer un si drastique, injuste et violent abaissement du prix. Le monde a changé, pour la plupart des branches d'activité dans le bon sens, mais, pour les producteurs laitiers, la situation devient dramatique. Selon les données de FENALAC, 250 producteurs auraient déjà abandonné leur activité ces derniers mois.

Le chemin parcouru par l'industrie laitière, bien que lié au volume de production, a progressé en suivant des objectifs parfois divergents. Bien que la production industrielle ait débuté dans le Nord intérieur du pays, avec du lait des vaches de races autochtones ayant une certaine aptitude pour la production laitière, les *Arouquesa* et *Mirandesa*, elle s'est vite tournée vers le lait issu de vaches d'origine néerlandaise, capables de produire plus.

Les industriels se sont progressivement organisés en coopératives, avec un soutien important du gouvernement, afin de répondre aux besoins du pays. Ils se sont développés au rythme de l'adhésion des producteurs, ils se sont structurés créant de nouveaux services, ils ont investi dans la qualification technique de leurs collaborateurs l'objectif étant de fournir un soutien technique de qualité, et ils ont investi dans la croissance ainsi que la modernisation technologique de leurs unités industrielles pour faire face aux défis du marché. Profitant de la période de développement de l'agriculture portugaise, les industriels se sont d'abord groupés et concentrés ensuite pour renforcer leur capacité de négociation, de telle sorte à devenir écrasante pour les entrepreneurs individuels.

Cette évolution du secteur coopératif a abouti à la mise en place d'une machine administrative trop grande souvent gérée par des non professionnels. L'administration est de ce fait, exonérée de responsabilités vis à vis la crise où la filière est plongée. Faute de prévision, les investissements dans l'innovation et la création de produits ou d'usages nouveaux pour le lait et l'espace rural n'ont pas été faits à temps.

Désormais que la branche se heurte à des difficultés extrêmes, avec de graves conséquences pour le pays, on entend des justifications de toutes sortes, mais peu de solutions proposées. Et pourtant, les conséquences de la suppression des quotas laitiers au sein de l'Union Européenne, survenues au début de cette année, étaient prévisibles, d'autant qu'elle avait été reportée à la demande des pays les plus fragiles, avec la condescendance des pays du Nord de l'Europe. Les retombées commerciales des sanctions envers la Russie, qui viennent d'être prolongées d'un an, sont importantes car elles ont mis fin à l'exportation de lait et de produits laitiers vers ce grand pays, en augmentant les stocks dans l'espace communautaire.

Par ailleurs, le ralentissement de l'économie chinoise s'est répercuté immédiatement sur la consommation de sa population, avec, en conséquence, une diminution des importations de lait en poudre de l'ordre des 562.000 tonnes par mois, soit une baisse de 6.000 millions de tonnes par an, selon les données présentées par les organisations du secteur³.

A cela viennent s'ajouter les tendances alimentaires actuelles, suivies par l'ensemble des sociétés développées, lesquelles cherchent à diminuer la quantité des calories ingérées, ce qui a entraîné une chute dans la consommation du lait et, bien qu'à moindre échelle, de ses dérivés, en augmentant ainsi les difficultés d'écoulement du lait national.

Les difficultés générées par la chute de consommation au niveau global sont aggravées par l'augmentation du volume de production, aussi bien au Portugal (selon IFAP (Instituto de Financiamento da Agricultura e Pescas - IP), augmentation de 5,13% dans les premiers mois de 2015) que dans le Nord de l'Europe, ainsi que dans les principales régions de production du monde, où les coûts de production sont très bas, comme c'est le cas des USA, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. La demande mondiale s'en trouve diminuée, ce qui rend encore plus difficile le commerce international.

Au Portugal, la forte concentration des zones commerciales, avec 4 ou 5 grands magasins qui proposent aux consommateurs des produits au plus bas prix possibles, met l'industrie nationale sous une contrainte insupportable. Les prix sont écrasés et les enseignes de distribution recherchent sur le marché international à obtenir les meilleures marges possibles au détriment des producteurs.

Les solutions présentées pour contrer les effets de cette crise subie par la filière laitière nationale ont soit un caractère palliatif, soit sont très difficiles à mettre en œuvre ou sont soit trop lentes à déployer. Relancer des campagnes publicitaires visant à l'augmentation de la consommation ou à subventionner, directement ou indirectement les producteurs, comme le fait le gouvernement régional des Açores, sont des mesures nettement palliatives, capables d'atténuer les difficultés mais qui ne résolvent pas les problèmes de fond.

Il est très difficile de contraindre le gouvernement à prendre des mesures obligeant les grands groupes à privilégier la production interne car nous évoluons dans un marché global, ouvert et sans barrières. Par ailleurs un pays comme le Portugal est loin de pouvoir influencer sur les enjeux qui ont cours en Chine ou en Russie. Il reste néanmoins le recours à des mesures qui demandent du temps pour produire des effets mais qui peuvent également s'avérer inefficaces. Cela induit la nécessité de changer les règles du jeu, tant au niveau national qu'au niveau de l'Union Européenne. Il n'est pas possible qu'un marché unique permette que des producteurs ne soient pas soumis aux mêmes conditions, comme c'est le cas entre le continent et les Açores ou entre les pays du Nord et ceux du Sud de l'Europe.

³ Communiqué de presse de FENALAC – source MILKPOINT.

La solution la plus convenable et durable serait de mobiliser les moyens financiers nécessaires pour soutenir fortement la recherche qui permettra de créer des produits ou des usages nouveaux pour le lait, en ajoutant de la valeur à cette noble et essentielle matière première. L'addition de minéraux ou de vitamines (dont l'efficacité est douteuse) ou l'ajout d'arômes (de faible utilité) n'amènent pas à la création de nouveaux produits, mais tout simplement à la production de manière différente et plus coûteuse que pour d'autres acteurs qui peuvent le faire à des coûts moins élevés.

Tel que l'on a fait avec le vin de Porto ou avec l'huile d'olive, le Portugal aurait dû investir dans le développement d'un fromage, fait avec du lait de vache, capable d'être compétitif dans le cadre du marché international, comme l'ont fait les Néerlandais avec le gouda et les Italiens avec le parmesan. A l'issue de cette guerre commerciale qui va bien au-delà des frontières de notre pays, seuls survivront ceux qui aboutiront à une plus grande efficacité/efficience dans la production. Pour les autres, qui ne sont d'ailleurs plus très nombreux, l'espoir de survie se dissipera jour après jour.